

Livre-échange ou protectionnisme : un faux dilemme ?

Jean-Marie Harribey¹

Le Monde libertaire, Hors série, n° 54, mars-avril 2014

La controverse sur le libre-échange et le protectionnisme est née avec le développement de l'économie capitaliste, immédiatement avide d'élargissement des marchés, au détriment des structures traditionnelles bousculées par la dynamique de l'accumulation du capital. Le libre-échange reçut ses lettres d'accréditation au début du XIX^e siècle avec la théorie des coûts comparatifs de Ricardo, stipulant que l'échange international profitait à tous les pays si les facteurs de production étaient immobiles. Mais, dès lors que les capitaux se mirent à circuler grandement dans le monde, la théorie fut démentie. D'où la nécessité d'un « protectionnisme éducatif », selon la formule de List, le temps que les industries naissantes puissent résister à la concurrence étrangère. La formule très dialectique de Marx résume bien le dilemme : « le protectionnisme est conservateur et le libre-échange est destructeur ».

Aussi, chaque grande phase de l'expansion capitaliste est-elle marquée par la réactivation de cette controverse. C'est le cas de la phase néolibérale actuelle qui a vu les frontières s'ouvrir aux marchandises de toutes sortes, au fur et à mesure que la liberté totale de circuler les capitaux approfondissait la division internationale du travail, multipliait les maillons de la « chaîne de valeur » et profitait des énormes différences de coût de la main-d'œuvre. La première conséquence fut la restauration, dès les années 1980, du taux de rentabilité du capital, avec son corollaire la baisse de la part des revenus des travailleurs dans le monde entier. La montée du chômage, la précarisation du salariat, la restriction des droits et plusieurs vagues de délocalisations industrielles s'en suivirent.

Le premier mouvement est alors d'imputer la dégradation sociale à la concurrence des pays émergents. Les partisans d'une telle démarche prônent donc la restauration de droits de douane et autres restrictions que les accords du GATT puis l'OMC avaient abolis. Souvent, ils poussent cette logique jusqu'à proposer que la France ou d'autres pays confrontés à la même situation quittent la zone euro, voire l'Union européenne.

Protectionnisme : l'envers du décor

Cette vision a le mérite de souligner la gravité des problèmes sociaux posés par la mondialisation. Cependant, elle n'est pas exempte de contradictions ou d'erreurs de perspective. Les délocalisations, lorsqu'elles portent sur l'activité principale d'une région, brisent l'équilibre de celle-ci. C'est donc très grave puisque 20 % des zones d'emplois en France sont monospécialisées dans des secteurs concurrencés par les entreprises produisant dans des pays à bas salaire. Mais les délocalisations n'expliquent qu'une toute partie des destructions d'emplois. L'écrasante majorité de ces dernières sont le fait de la rationalisation du travail selon les critères de la rentabilité.

Des droits de douane imposés aux frontières nationales ou européenne de 10 %, 20 % ou plus ne compenseraient pas des écarts de coûts de production allant de 1 à 5 ou 10 dans le monde. La sortie de l'euro accompagnée d'une dévaluation de la monnaie nationale retrouvée verrait la dette extérieure libellée en euros augmenter si elle n'était pas annulée, les importations renchérir, conduisant à dévaluer périodiquement la monnaie. Un contrôle strict

¹ Derniers ouvrages : *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013 ; *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Le Bord de l'eau, 2014.

des capitaux permettrait d'empêcher la fuite massive des capitaux mais pas d'obliger les capitaux étrangers à financer une dette qui subsisterait. Alors, la menace d'une spéculation qui se déchaînerait contre la nouvelle monnaie obligerait à s'enfermer dans une spirale de dévaluations et d'inflation, dont le point final est toujours l'austérité imposée aux salariés, c'est-à-dire la déflation salariale. Certes, si on ne dévalue pas la monnaie, la spéculation peut se déclencher sur le taux d'intérêt au lieu du taux de change. Mais, pour empêcher la montée des taux d'intérêt exigés par les marchés financiers, il suffirait de ne plus financer les déficits publics sur ces marchés et de réformer profondément en amont la fiscalité.

Comment un État dont les recettes fiscales ont été sciemment diminuées pour alléger les impôts sur les riches, et qui est trop fragilisé par la crise et la spéculation, peut-il retrouver des marges de manœuvre puisque son appartenance à la zone euro le prive de la possibilité de dévaluer ? On ne peut pas bâtir une régulation économique sur la répétition annuelle de dévaluations. Et, de toute façon, une dévaluation ne produit des effets en termes de compétitivité extérieure que si elle n'est pas imitée par les autres pays. Cette solution relève donc d'une stratégie unilatérale, qui n'est pas généralisable sans devenir inefficace, ou bien sans faire dégénérer un conflit de classes en un conflit entre nations. Et elle a peu de chances de résoudre des problèmes sociaux qui ne procèdent pas principalement de la concurrence de pays étrangers mais de l'âpreté des rapports sociaux imposés en interne. La sous-évaluation du yuan chinois ne doit pas cacher la responsabilité des politiques néolibérales depuis le renforcement du pouvoir des actionnaires.

Quelle conception du développement transparait derrière la fermeture des frontières ? Une croissance économique extravagante au regard de la crise écologique et une réindustrialisation de nos pays sans se demander quel type d'industrie développer. En cherchant une solution à la crise par la reconquête des marchés perdus, les partisans de ladite démondialisation restent prisonniers d'un schéma concurrentiel non coopératif et productiviste. Une stratégie néo-mercantiliste fondée sur les exportations ne peut pas compenser (sauf pour un seul pays, par exemple l'Allemagne) les failles du régime d'accumulation financière. Et l'Allemagne n'aurait pas plus de raisons d'accepter les dévaluations opérées par ses voisins qu'un mécanisme de solidarité financière à travers des euro-obligations.

Dans le cadre des politiques néolibérales, l'expérience de la monnaie unique, entre des pays aux développements très différents, est un échec. Peut-on se replier aujourd'hui sur une monnaie commune pour la convertibilité extérieure, avec des déclinaisons nationales pour l'usage interne à chaque pays et une convertibilité entre elles à taux fixes auprès de la Banque centrale européenne ? Cela pourrait être une solution, à condition de ne pas établir une discrimination entre pays habilités à entrer dans cette zone nouvelle manière et ceux qui ne le seraient pas.

Quelques points de ruptures alternatifs

On peut donc envisager des points de rupture qui ne seraient pas consécutifs à une sortie de l'euro ou à un dispositif protectionniste unilatéral, mais qui débutteraient un processus visant le cœur de la logique du profit :

- rupture dans la répartition primaire des revenus entre capital et travail parce qu'elle est au cœur du conflit de classes à l'origine de la crise : cette rupture-là porte sur le niveau des salaires, mais aussi sur la fixation d'un revenu maximum et sur la réduction du temps de travail qui conditionne la résorption du chômage ;

- rupture dans la fiscalité avec une réforme radicale pour la rendre très progressive à la fois sur le revenu et sur le patrimoine ;

- rupture dans les structures financières : socialisation des banques, avec une banque centrale qui puisse prêter aux États ;

- rupture dans la gestion de la dette : audit citoyen et annulation de la part illégitime des dettes publiques ;

- rupture avec la course après la croissance sans contenu soutenable, afin d'amorcer une véritable transition écologique.

Ces points de rupture peuvent être amorcés au niveau national et en aucun cas ils ne constitueraient une déclaration de guerre économique aux pays étrangers ; au contraire, ils peuvent être étendus ailleurs.

Autrement dit, le refus du protectionnisme en tant que système, par définition toujours non coopératif, ne signifie pas le refus de toute protection. Mais les protections doivent être envisagées de manière sélective et surtout en changeant de nature. Par exemple, pour reterritorialiser ou relocaliser certaines activités, une taxe au kilomètre de marchandise parcouru, applicable sur les importations et sur les exportations, est préférable à un droit de douane unilatéral. Autre exemple, au libre-échange de l'OMC ou au protectionnisme des partisans de la démondialisation, on pourrait opposer un système d'échanges internationaux bâti sur des écluses asymétriques des pays pauvres vers les pays riches, la plus forte conditionnalité étant imposée aux riches, notamment en matière agricole pour que la souveraineté alimentaire des pays du Sud soit reconstruite et protégée.

Au total, cette discussion est fondamentalement de nature politique car il s'agit de savoir quelle est la cible principale que doivent atteindre les mouvements sociaux dans le monde : la logique capitaliste, exacerbée par la finance, et non pas l'étranger.

Quelle régulation mondiale ?

Devant l'incapacité des marchés financiers à s'auto-réguler, les réunions du G20 ont vu les gouvernements affirmer leur volonté d'encadrer la finance internationale. Mais peu de résultats ont suivi les intentions affichées. C'est que le problème de la régulation prend une autre dimension lorsque son objet relève d'emblée du niveau mondial.

Ainsi en est-il de la lutte contre le réchauffement climatique : les États les plus puissants restent prisonniers de leur allégeance aux exigences des lobbies multinationaux et de leur croyance aux vertus de la régulation marchande.

C'est également le cas de l'agriculture qui est aujourd'hui caractérisée par la déréglementation des échanges agricoles, avec pour conséquences, dans les pays du Sud, l'affectation des meilleures terres aux cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, la baisse de la demande solvable alors que les besoins s'accroissent, et l'extrême volatilité des prix de base mondiaux. Les marchés agricoles devraient être rigoureusement encadrés à l'échelle mondiale pour sortir les denrées agricoles et toutes les matières premières de l'emprise de la spéculation et des aléas du marché.

Le climat et l'agriculture sont révélateurs de la nécessité de transformer profondément le modèle de développement sous-jacent à la mondialisation capitaliste. Cet aspect est le plus souvent laissé de côté par les partisans de la démondialisation, dont la référence principale reste le modèle fordiste national, certes mieux régulé que le modèle néolibéral, mais qui a engendré un productivisme dévastateur.

La question qui ne trouve encore de réponse ni chez les adeptes libéraux de la mondialisation, ni chez les partisans de la démondialisation, ni chez les altermondialistes sceptiques vis-à-vis de la démondialisation, est de savoir comment on peut stopper le processus de désindustrialisation des anciens pays industrialisés, *tout en reconsidérant le type de développement industriel*. La relocalisation de certaines activités est indispensable, mais on ne recrée pas facilement des secteurs industriels disparus depuis plusieurs décennies, et on ne peut envisager une nouvelle division internationale du travail sans un cadre de négociation susceptible de prendre en compte simultanément les impératifs sociaux et environnementaux dans une optique plus coopérative que concurrentielle.